

LEÇON 14 : LA RÉGLEMENTATION DU RECOURS A LA FORCE ARMÉE

Les Etats se sont dessaisi du droit au recours à la force armée. Distinction entre :

- le *jus ad bellum*, droit de faire la guerre reconnu jusqu'en 1928, interdiction récente assortie d'exception
- le *jus in bellum*, le droit dans la guerre, si on fait la guerre on doit la régler

Partout dans le monde des conflits et ou des interventions de paix. En Afrique, entre les deux Corées, Iran Irak, Haïti... alors que le recours à la force armée est prohibée. Beaucoup de conflits internes capables de menacer la stabilité d'une région. Les zones peuvent s'étendre.

I) L'interdiction récente du recours à la force, un principe récent

L'expression « *jus ad bellum* » apparaît dans les 30's, lorsque le recours commence à être prohibé. Le droit de guerre consacre une euphémisation du recours à la force et de la guerre, jusqu'en 1928 on parlait de guerre puis ce terme disparaît du langage juridique, la guerre comme instrument politique internationale est interdite.

Il y a eu deux ruptures :

- affirmation des souverainetés au XIX^{ème}
- interdiction générale de la guerre en 1928.

Il en résulte 3 périodes :

- de l'Antiquité jusqu'au XIX^{ème}, doctrine *jus bellum*, moralité de la guerre
- XIX^{ème}, les Etats revendiquent leur souveraineté
- depuis la fin de la première guerre mondiale, la volonté d'apporter une réponse normative au recours à la force a donné naissance au *jus ad bellum*

A) Le *justum bellum*, de la morale au droit

Doctrine de la guerre juste progressivement élaborée depuis l'antiquité et trouve son expression définitive au XVII^{ème}. Les premiers penseurs ne sont pas des juristes, ils pensent à l'intégralité des choses.

Aristote semble être le premier à utiliser le terme « guerre juste ». Puis Platon et Cicéron l'emploient. Ils le développent sous l'angle philosophique.

Ensuite Saint Augustin, vers 420 écrit la cité de Dieu contre les Païens qui commence à élaborer précisément la guerre juste sur le plan moral. La guerre a pour objectif la paix et la justice, et d'autre part la restauration de l'ordre au sein de la communauté politique.

La consécration de la guerre juste résulte de Grotius, « le recours à la guerre est perçu comme relevant du droit naturel. Mais la guerre est un moindre mal auquel les Etats ne peuvent recourir que pour remédier à un autre mal ». La guerre est un rééquilibrage, il élabore les causes justificatives de la guerre. Parmi ces causes il y a :

- la défense (et non la légitime défense)

- recouvrement d'un bien ou d'une dette
- punition, sanctionner un Etat

Ces causes sont censées être objectives, on passe de la morale (jugement de valeur) au droit qui est objectif, c'est applicable à tous, de n'importe quelle religion que ce soit contrairement à saint augustin.

B) Le *liberum jus ad bellum* : la toute puissance souveraine de la guerre politique

A partir du XVII^èm, l'Etat s'affirme comme étant une puissance souveraine, rien ne s'impose à sa volonté aucun principe objectif. Idée d'un pouvoir discrétionnaire de recourir à la force. La guerre est un instrument de politique national et international.

On exclu pas de justification mais elles sont tellement nombreuses qu'elles n'ont plus aucune portée justificative. Quasiment tout est susceptible de justifier une guerre entre les Etats. Même si le droit de recours à a force n'est plus limité, le droit trouve à s'exprimer.

C) Le *jus ad bellum* : l'encadrement normatif et institutionnel du recours à la force

La SDN fait une tentative d'encadrement, il dit que la guerre est une menace mais le pacte de la SDN n'interdit pas le recours à la force dans la mesure ou le règlement pacifique aux différends a échoué.

Le Pacte Briand-Kellog en 1928, ils disent que les Etats condamnent et renoncent à la guerre. La mise hors la loi de la guerre mais il n'ya toujours pas de mécanisme de sanction.

La Charte des Nation Unies dit que les Etats membres doivent s'abstenir de tout recours à la force ou la menace. De plus, il ya un système de sécurité collective, toute violation du principe de recours à la force sera sanctionné par le Conseil de sécurité. Interdiction normative avec interdiction institutionnelle depuis 1945.

II) Les exceptions prévues par la Charte de Nations Unies

A) L'usage de la force sur autorisation du conseil de sécurité.

Le conseil délègue ses pouvoirs à un Etat ou organisation régionale ou international, il est le seul à pouvoir recourir à la force armée mais il délègue car il n'y a pas de force armée de l'ONU.

B) La légitime défense

La charte qualifie la légitime défense de droit naturel, comme en droit interne. Mais la défense n'est légitime que lorsqu'il ya interdiction au recours à la force. On qualifie de légitime en recours au droit naturel. Un Etat victime d'une agression armée est en mesure de répondre lorsque le conseil n'a pas été saisi.

Cette légitime défense peut être individuelle, seul l'Etat se défend. Ou encore collective, genre pacte de Varsovie, organisations de défense, une attaque contre un Etat membre de l'organisation est une attaque contre tous les Etats membres.

La légitime défense peut elle être préventive (défense contre une menace envisagée comme réelle) ? Préemptive (contre une menace imminente) ? Les continentaux et les anglo-saxons s'opposent. Le droit international ou onusienne, ne valide aucune de ces deux qualifications. Il parle de l'Etat faisant l'objet d'une agression et non d'une menace.

La légitime défense peut être invoqué par un Etat contre une entité non étatique ? Genre intervention au sud Liban d'Israël contre le Hezbollah, un mouvement politico terroriste.

III) Le recours problématique à la force armée

A) Les guerres de décolonisation

Les Etats coloniaux soutiennent qu'il ne s'agissait pas de guerres civiles donc la charte des nations unies n'était pas applicable. Le conseil de sécurité ne peut pas se mêler car non ingérence.

Les mouvements de libération nationale considéraient que leurs guerres étaient de la légitime défense face à un acte d'agression antérieur de la colonisation donc ils peuvent utiliser la charte.

En 1970, l'assemblée générale reconnaît le droit des peuples coloniaux à lutter par tous les moyens nécessaires pour lutter contre la puissance coloniale y compris avec le soutien d'Etats tiers.

B) Les interventions d'humanité

A ne pas confondre avec les interventions humanitaires, pacifiques menées par des ONG. Une intervention d'humanité demande si un Etat ou groupe d'Etat peut légalement et militairement intervenir contre un Etat responsable de violation massive et systématique des droits de l'homme, sans l'accord du conseil de sécurité.

La protection des droits de l'homme est éthiquement supérieure à la souveraineté des Etats. Les Etats et les organisations internationales l'avancent comme argument, de plus l'intervention ne porte pas atteinte à l'indépendance de l'Etat mais protège une partie de la population.

Le droit international dit en 1949 quand l'affaire du détroit de Corfou que « le prétendu droit d'intervention ne peut être envisagé que comme une politique de force qui ne saurait trouver aucune place dans le droit internationale (illégalité) », la cour internationale de justice dit que cette intervention est illégale.

Depuis quelques années émerge la notion de responsabilité de protéger (la population, les droits de l'homme...). Repose en priorité sur l'Etat. En cas de carence, volontaire (dictature qui nie les droits de l'homme) ou involontaire, la communauté internationale peut intervenir de façon militaire en passant par les nations unies, ou intervention humanitaire donc pacifique et pas besoin d'autorisation, les Etats individuellement ou collectivement peuvent intervenir.

IV) La réglementation de l'usage de la force dans les conflits armés, le *jus in bello*

Il vise à interdire certains comportements dans les conflits armés. Les principes fondamentaux remontent à Grotius ou Vattel au XVII^e et XVIII^e siècles. Protection des non combattants, les civils. On interdit les crimes de droit communs même pendant la guerre.

Les Etats vont incorporer ces principes dans leur règlement militaire. Mais ils sont les seuls à pouvoir réprimer ces actions. Réglementation internationale avec la convention de La Haye en 1899 et en 1907 avec la Convention sur des lois et coutumes de la guerre. Mais la répression est laissée à la discrétion de chaque Etat.

Le 12 août 1949, on adopte quatre conventions relatives à la guerre à la suite de la seconde guerre mondiale. Elles imposent aux Etats de réprimer les infractions. Cette obligation n'est assortie d'aucun contrôle mis à part de la croix rouge qui surveille, mais si l'Etat ne fait rien, personne ne peut le contraindre.